

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 31 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 Rouen

Références : UDRD.2024.05.R.26
Code AIOT : 0005802240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 avril 2024 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen. L'inspection a été annoncée le 10 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du suivi de la mise en conformité des installations à l'origine de nuisances sonores (arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005802240
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

Fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation de pellets de résidus de meunerie).

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
1	Nuisances sonores	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
2	Asservissement des filtres des cellules Hermex	Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004	Mise en demeure
3	Conformité des filtres à manche	Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004	Demande d'action corrective
4	Conformité des installations électriques	Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004	Mise en demeure
6	Détection incendie	Article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017	Mise en demeure
7	Silothermométrie	Article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
8	Vieillessement des structures	Article 7.4.11 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Sinistre du 10 octobre 2023	Article 512-69 du code de l'environnement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire un point d'avancement des actions entreprises par la société PASTACORP pour abaisser le niveau des émissions sonores de ses installations.

D'autres constats ont été dressés par l'inspection des installations classées lors de la visite du site, et sont repris dans le présent rapport.

Suite à la visite, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société PASTACORP, et formule plusieurs demandes et commentaires, détaillés ci-après, en ce qui concerne : les nuisances sonores ; l'asservissement des filtres des cellules Hermex ; la mise en conformité des filtres à manche ; la mise en conformité des installations électriques ; les moyens de détection incendie ; la silothermométrie ; le suivi du vieillissement des structures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : nuisances sonores

Référence réglementaire : article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022
Thème(s) : risques chroniques, bruits perceptibles en zones à émergences réglementées
Prescription contrôlée : La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter sous 2 mois, pour son site implanté 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017. Cette prescription sera réputée respectée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété, et en zones à émergence réglementée, conformes aux seuils définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Constats : Par courrier électronique du 11 juillet 2023, la société PASTACORP avait communiqué à l'inspection des installations classées un récapitulatif des démarches entreprises dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 relatif aux nuisances sonores. L'exploitant y recensait les différentes réunions tenues sur le sujet, ainsi que les campagnes de mesures effectuées en limites de propriété et en zones à émergences réglementées, en périodes diurne et nocturne. Les mesures réalisées en décembre 2022 avaient ainsi mis en évidence, en période nocturne (seule période ayant été étudiée, car les équipements et installations techniques du site fonctionnent de la même manière en période diurne et en période nocturne ; en outre, cette période permet de limiter l'incidence des bruits inopportuns, tels le passage de véhicules), un niveau sonore en limite de propriété (au droit du moulin C) de 60,5 dB(A), pour une valeur maximale autorisée de 55,0 dB(A), et une émergence de 4,5 dB(A) en zones à émergences réglementées (dans la rue Olivier Poullain à Canteleu, entre les habitations des n°16 et 18 faisant face au site), pour une valeur maximale autorisée de 3,0 dB(A). Les mesures réalisées en avril 2023 ont depuis évalué les niveaux sonores selon plusieurs configurations de fonctionnement des installations, pour tenter d'établir une hiérarchisation des sources d'émissions sonores. Toutefois, selon le rapport de mesures, il apparaît que les installations de nettoyage du blé, le filtre AFZ, les ventilateurs et les circuits poussières et déchets légers, ont une contribution au niveau sonore global du site quasiment équivalente ; aussi, le traitement d'une seule d'entre elles ne sera pas sensible vis-à-vis des tiers. Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, la société PASTACORP a indiqué que plusieurs interventions étaient donc nécessaires pour améliorer la situation. Dans ce cadre, la société PASTACORP a indiqué avoir modifié l'orientation d'une sortie d'air filtré en toiture du bâtiment de nettoyage (entre la tour de manutention et le moulin A) : antérieurement, le conduit d'extraction était vertical ; désormais, la sortie est munie d'un coude orienté en direction de la Seine. La société PASTACORP a également précisé que les bâtiments des moulins ne disposent que de simples vitrages, et que certains moteurs et équipements se trouvent à proximité des fenêtres, rendant perceptibles depuis l'extérieur des vibrations. En outre, les portes de la salle abritant le compresseur d'air débouchent sur le hall de chargement, faisant l'effet d'une caisse de résonance. Sur ce sujet, la société PASTACORP a annoncé, lors de la visite d'inspection, le changement du compresseur (cependant, par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a transmis une copie du contrat de maintenance du compresseur - et non un bon de commande -, soulignant qu'il s'agissait d'une "location full

service"), et l'insonorisation de la salle, avec fabrication d'une nouvelle dalle (cependant, par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a indiqué que le devis était en cours, et contenait plusieurs chantiers, en attente d'une version négociée), et modification des portes pour une ouverture côté Seine. Toutefois, selon les déclarations de la société PASTACORP, le projet accuserait un retard de 4 semaines en raison de l'allongement des délais d'approvisionnement de matériel en provenance d'Asie, et les travaux sont désormais prévus en semaines 22 et 23 (soit du 22 mai au 9 juin 2024).

Par ailleurs, la société PASTACORP a annoncé le calorifugeage de la tuyauterie surpression blé du moulin C, et a communiqué, par courrier électronique du 26 avril 2024, le bon pour accord de ces travaux, document daté du 19 avril 2024.

Le 26 mai 2024, l'inspection des installations classées a reçu une nouvelle plainte pour nuisances sonores, émanant d'un riverain habitant Canteleu, à hauteur des installations.

Demande n° 1 : l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP de :

- remplacer, au niveau des étages et des équipements concernés, les simples vitrages par des doubles vitrages (a minima) ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente (panneau acoustique) permettant d'atténuer la perception de vibrations depuis l'extérieur ;
- réaliser l'ensemble des travaux d'insonorisation de la salle compresseur et de calorifugeage de la tuyauterie surpression ;
- de communiquer les justificatifs de la réalisation des travaux, ainsi que les résultats de nouvelles mesures des niveaux sonores, **avant le 31 juillet 2024**.

En cas de résultats de mesures excédant les seuils autorisés, un projet d'arrêté préfectoral imposant une astreinte administrative à la société PASTACORP sera proposé à monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : asservissement des filtres des cellules Hermex

Référence réglementaire : article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004

Thème(s) : risques accidentels, détection d'un incident et arrêt de l'installation

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la galerie sur-cellules des cellules Hermex était empoussiérée, avec une couche de poussière recouvrant notamment les sondes de niveaux et les câbles électriques, et avec des poussières de très fine granulométrie en suspension, conditions d'exploitation propices à la survenue d'un incendie ou d'une explosion.

La société PASTACORP a alors évoqué un dysfonctionnement de l'un des filtres, sans être en

mesure d'en expliquer l'origine. L'inspection des installations classées souligne que ce dysfonctionnement n'a pas interrompu la circulation du produit depuis les moulins vers les cellules Hermex, et qu'en outre, un défaut d'étanchéité favorisait la diffusion des poussières dans la galerie sur-cellules, situation accidentogène. Selon la société PASTACORP, le défaut d'étanchéité proviendrait d'un défaut sur le trou d'homme au niveau de la cellule Hermex 20 (sur ce sujet, la société PASTACORP a indiqué par courrier électronique du 26 avril 2024 que le devis était en cours et qu'il serait transmis une fois validé).

Par courrier électronique du 24 avril 2024, la société PASTACORP a communiqué une *"photo de l'asservissement de la cellule 19&20"*, sans explications détaillées, montrant les symboles des cellules 19 et 20, des filtres F51 et F52, ainsi que des commutateurs basculés en position haute au-dessus de ces signalétiques, à côté d'une étiquette libellée "ASS" (pour "asservissement").

En réponse, l'inspection des installations classées a indiqué à la société PASTACORP que les constats et les explications fournies lors de la visite d'inspection, ainsi que les premiers éléments livrés par téléphone et par courrier électronique au sortir de la visite, notamment la photo du synoptique précitée, ne permettaient pas de statuer sur le respect de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 (objet du présent point de contrôle).

Par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a transmis un document complémentaire intitulé *"Descriptif de démarrage installation envoi vers silos semoules en automatique"*, contenant une autre photographie du synoptique, avec un cadre plus large, mais peu lisible, laquelle montre les filtres F51 et F52 des cellules Hermex 19 et 20 ; sur cette photo, les commutateurs sont pareillement basculés en position haute. Le document indique que le démarrage du moulin est précédé par le démarrage du filtre, sans pour autant garantir l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration.

Par courrier électronique du 23 mai 2024, la société PASTACORP a précisé le fonctionnement du circuit selon l'éclairage des diodes et la position des interrupteurs :

- *"commutateur en position haute ; « IND », position individuelle marche forcée (2).*
- *commutateur en position intermédiaire, « 0 », non repérée sur le synoptique, arrêt (0).*
- *commutateur en position basse ; « ASS », position marche asservie (1)".*

"Au-dessus de chaque commutateur, nous avons une diode de retour de marche du ventilateur du filtre.

En dessous de chaque commutateur, nous avons une diode de retour de marche du séquenceur de dégomme du filtre."

Pour illustrer ces modalités de fonctionnement, la société PASTACORP a communiqué une autre photo dans son courrier électronique du 23 mai 2024, montrant cette fois-ci les commutateurs en position basse, et donc asservie.

Commentaire de l'inspection n° 1 : si la photo transmise le 23 mai 2024 laisse entrevoir un mode de fonctionnement conforme au principe d'asservissement, l'inspection des installations classées souligne défavorablement que les commutateurs étaient basculés en position haute sur la photo communiquée par la société PASTACORP le 24 avril 2024 au sortir de la visite d'inspection, tout comme sur la photo d'illustration de la procédure, caractérisant ainsi une marche forcée, et non asservie. Selon toute vraisemblance, lors du constat du 24 avril 2024, le circuit ne fonctionnait pas sous asservissement, et la marche avait été délibérément forcée par les opérateurs, situation contraire aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

Demande n° 2 : l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société PASTACORP de mettre en œuvre les dispositions techniques adéquates permettant de garantir l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration (modification de la logique du système de commande pour supprimer la possibilité "marche forcée"), et de procéder aux travaux de réparation du trou d'homme de la

cellule Hermex 20 et de tout autre défaut d'étanchéité, ainsi qu'au nettoyage de la galerie sur-cellules Hermex et de la passerelle de liaison avec les silos en béton de produit fini. L'ensemble des justificatifs attestant l'asservissement précité, ainsi que la réfection du trou d'homme et des éventuels autres défauts d'étanchéité, est communiqué à l'inspection des installations classées <u>avant le 31 juillet 2024</u> .
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : conformité des filtres à manche

Référence réglementaire : article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004
Thème(s) : Risques accidentels, événements
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. [...]
Constats : Faisant suite à son courrier du 29 septembre 2022, la société PASTACORP a indiqué, lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, avoir procédé au remplacement de deux filtres du moulin B en semaines 42 à 46 de l'année 2023. Un troisième filtre (BF4) du moulin B devait également être remplacé en semaine 52 de la même année, et une commande devait être passée avant le 31 décembre 2023 en vue de procéder au remplacement de trois filtres du moulin A en 2024. Néanmoins, en raison de difficultés techniques importantes rencontrées lors du remplacement des deux filtres du moulin B, nécessitant de nombreux réglages, le remplacement du dernier filtre du moulin B, et la commande pour le remplacement des filtres du moulin A, n'ont pas été effectués, les discussions se poursuivant avec les prestataires concernés. Par courrier électronique du 15 mai 2024, la société PASTACORP a annoncé la validation de l'offre visant le remplacement des trois filtres du moulin A (en précisant que les travaux devraient pouvoir être réalisés en 2024), ainsi que la tenue d'une réunion avec l'un des prestataires pour le remplacement du dernier filtre du moulin B, ce dernier ayant déjà été commandé.
<u>Demande n° 3 :</u> l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP de lui transmettre, <u>avant le 31 juillet 2024</u> , le bon de commande pour le remplacement des trois filtres du moulin A, ainsi que le planning de remplacement des filtres du moulin A et du dernier filtre du moulin B, l'ensemble des travaux correspondants devant être effectués <u>avant le 31 décembre 2024</u> . En cas de non-respect de cette demande, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à monsieur le préfet de la Seine-Maritime.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : conformité des installations électriques

Référence réglementaire : article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004
Thème(s) : risques accidentels, risques liés à l'électricité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs tresses de liaisons équipotentielle n'étaient pas raccordées. Ce constat avait déjà été dressé lors de précédentes visites d'inspection et avait déjà fait l'objet d'une mise en demeure (cf. arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022), mettant en évidence a minima un défaut d'application de la consigne (communiquée par la société PASTACORP par courrier électronique du 26 avril 2024), voire une certaine négligence de la part des opérateurs.</p> <p>Commentaire de l'inspection n° 2 : l'inspection des installations classées rappelle que les courants vagabonds peuvent être à l'origine d'incendie ou d'explosion, et que le bon raccordement à la terre des différents équipements permet de réduire ce risque. Il est de la responsabilité de l'exploitant de sensibiliser ses opérateurs de veiller au bon raccordement des liaisons équipotentielles et de remplacer les tresses défectueuses le cas échéant.</p> <p>L'inspection des installations classées a également constaté qu'un coffret électrique jouxtant la trappe de visite "SB6 04" ne disposait pas de son cache de protection, laissant apparaître à nu les fils électriques et le circuit imprimé.</p>

Dans le rapport de vérification de la conformité des installations électriques au titre de la réglementation ICPE, campagne du 11 au 15 décembre 2023, communiqué par la société PASTACORP par courrier électronique du 24 avril 2024, l'organisme vérificateur a relevé un écart similaire, classé de "niveau moyen", avec une boîte de jonction laissée ouverte à proximité immédiate d'un moteur (Buhler P-NTA01, 6ème étage du bâtiment de nettoyage). Plus généralement, 9 non-conformités sont identifiées, dont 5 ayant déjà été signalées lors de précédents contrôles, nonobstant les indications manuscrites de suivi de l'exploitant figurant sur le rapport de vérification au titre de l'année 2022.

De même, le compte-rendu Q18 de vérification périodique des installations électriques, effectué lors de la même campagne, recense 16 points de non-conformités.

En outre, le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge effectué les 14 et 15 décembre 2023 met en évidence un échauffement anormal (non-conformité) au niveau de l'interrupteur général de l'étuvage, et conclut au fait qu'un départ de feu ou un incendie est possible. L'organisme chargé de la vérification préconise de veiller à dépoussiérer régulièrement les armoires électriques et à les maintenir fermées.

Demande n° 4 : l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société PASTACORP de :

- procéder au raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle ;
- sensibiliser de nouveau ses opérateurs au respect de cette consigne ;
- procéder au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques, a fortiori en l'absence de moyens de détection incendie - cf. point de contrôle correspondant - (des photographies avant/après dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques sont communiquées à l'inspection des installations classées);
- traiter toutes les non-conformités électriques identifiées ; un nouveau rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 juillet 2024.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : sinistre du 10 octobre 2023

Référence réglementaire : article 512-69 du code de l'environnement

Thème(s) : risques accidentels, causes du sinistre et remèdes

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 10 octobre 2023, un départ d'incendie est survenu au niveau du toit de la cellule de transilage T9, à l'occasion de travaux de reprise d'étanchéité sur les chéneaux d'évacuation d'eaux, lors de la pose d'une feuille de goudron à l'aide d'un chalumeau.

L'extinction de l'incendie a été faite au fur et à mesure du démontage des éléments de toiture, en ciblant tous les points incandescents (8 extincteurs percutés).

Le SDIS est intervenu à l'aide d'une caméra thermique, permettant d'identifier un point chaud à l'intérieur de la cellule (environ 70°C).

La cellule a été vidangée au rez-de-chaussée du silo, permettant de refroidir le grain. En l'absence de point chaud résiduel, le SDIS a levé son intervention.

L'exploitation a repris dans la soirée.

Dans le rapport d'incident transmis par la société PASTACORP le 24 octobre 2023, l'exploitant précise que les équipes pensaient que les contours de la structure sur laquelle l'étanchéité était en train d'être refaite étaient en béton, soit une absence de risque d'échauffement et de départ de feu. Cependant, lors du démontage de la tôle de toiture, les équipes ont constaté que le contour était en réalité un châssis métallique, à l'origine d'un échauffement et de la propagation.

Suite à ce départ d'incendie, l'exploitant a donc mis à jour la trame de ses permis de feu, en y intégrant la prise en compte de la typologie de la structure et/ou de l'équipement, et la réalisation d'une pré-visite de chantier.

Commentaire de l'inspection n° 3 : l'inspection des installations classées salue la réactivité et l'intervention des opérateurs pour circonscrire le départ d'incendie. L'incident rappelle la nécessité de procéder à des exercices réguliers de mise en oeuvre du plan d'urgence, et d'assurer une formation régulière des opérateurs au maniement des extincteurs.

Type de suites proposées : saans suite

N° 6 : détection incendie

Référence réglementaire : article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017

Thème(s) : risques accidentels, prévention du risque d'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dresse la liste des détecteurs d'incidents et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Un plan à jour de ces détecteurs est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En particulier, des détecteurs d'incendie et des détecteurs de gaz sont disposés dans les installations annexes susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre ou d'une explosion. L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement de ces détecteurs. La sollicitation d'un organisme agréé permet de valider la conformité aux règlements en vigueur concernant ces locaux à risques.

La remise en service d'une installation arrêtée suite à une détection ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, analyse et correction de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20 juillet 2016, l'inspection des installations classées avait relevé un écart réglementaire majeur, avec l'absence de mise en œuvre de moyens de détection incendie. Suite à cette visite d'inspection, la société PASTACORP avait été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 26 janvier 2017, d'installer, sous un délai de 5 mois, des détecteurs d'incendie ou/et de gaz dans les installations annexes susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

Par courrier électronique du 24 juillet 2017, la société PASTACORP avait communiqué un bon de commande d'un montant de 29 051 € signé en date du 14 juin 2017 pour la mise en œuvre de la détection incendie.

Après une nouvelle visite d'inspection effectuée le 7 mars 2019, la société PASTACORP avait transmis le procès-verbal de réception du système de détection incendie relié à la centrale incendie.

Nonobstant les éléments précités, lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la salle électrique du troisième étage du bâtiment de nettoyage ne disposait pas de détection incendie, et que sa porte était laissée entrouverte, en dépit d'un panneau d'affichage indiquant la consigne de maintenir la porte fermée.

Interrogée, la société PASTACORP a annoncé l'installation de détecteurs d'incendie dans certaines armoires et salles électriques non équipées, jetant le doute sur l'installation effective des moyens évoqués ci-dessus, ou laissant entendre a minima que les moyens de détection installés précédemment étaient incomplets.

Suite à la visite, la société PASTACORP a communiqué un devis daté du 6 octobre 2023 (soit 6 mois auparavant) portant la mention manuscrite "bon pour accord". Le devis en question vise 7 armoires électriques et 6 salles électriques.

Demande n° 5 : l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société PASTACORP de lui communiquer, au plus tard le 31 juillet 2024, un procès-verbal d'installation, émis par un fournisseur spécialisé et indépendant, de détecteurs d'incendie dans toutes les armoires et salles électriques non équipées, ces détecteurs étant dûment dimensionnés par rapport aux volumes des salles, pleinement fonctionnels, et reliés à la centrale de détection incendie du site; le procès-verbal engageant la responsabilité de l'installateur tiers est illustré de photographies montrant chaque détecteur installé (une photo d'ensemble et une photo en gros plan avec numéro de série lisible); les numéros de série des détecteurs sont reportés sur un plan de localisation également joint au procès-verbal.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : silothermométrie

Référence réglementaire : article 74.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des températures en cellules de stockage

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou tout autre phénomène dangereux. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel de silo-thermométrie pour le stockage de matières premières est constitué comme suit :

Silo	Type	Nombre	Report d'alarme
Silo A, dit « de transilage »	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 7 capteurs par cellule	Sur le tableau de commande

Silo B	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 8 capteurs par cellule	Sur le tableau de commande
Silo C	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 11 capteurs par cellule	Sur le tableau de commande

La surveillance des températures est permanente, via les relevés automatiques. Ces relevés sont archivés dans une base de données. Ces données sont accessibles à l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme, en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température, ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive...).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel afin de détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation, et intervenir conformément aux consignes de sécurité prévues en pareille situation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées a consulté les enregistrements de silothermométrie. Ces relevés montrent les variations de températures dans les cellules de stockage.

Par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a communiqué la consigne d'utilisation des moyens de silothermométrie, décrivant les conduites à tenir en fonction des températures observées, ainsi qu'un bordereau d'intervention, en date du 6 décembre 2021, pour le remplacement de capteurs au niveau des sondes C06, C25 et P2. Le document indique en outre que la sonde T1 est hors service, et que les capteurs 6 et 7 de la sonde T2 ne fonctionnent pas.

Commentaire de l'inspection n° 4 : l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant et de ses opérateurs sur la vigilance à exercer en matière de silothermométrie, en garantissant l'entretien et le bon fonctionnement de tous les capteurs des sondes de températures, et en évitant d'acquiescer précipitamment un défaut sans avoir au préalable effectué une levée de doute.

Demande n° 6 : l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP de lui confirmer, **avant le 28 juin 2024**, le bon remplacement de la sonde T1 et des capteurs de la sonde T2.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : article 74.11 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017
Thème(s) : risques accidentels, suivi du vieillissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la tenue dans le temps des parois de la tour de manutention, des silos de stockage de matières premières et de produits finis (cellules en béton et cellules Hermex). En particulier, il doit s'assurer que le haut du voile des silos de stockage de matières premières résiste à une surpression de 650 mbar.</p> <p>L'exploitant met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois des cellules de tous les silos de l'établissement, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé par du personnel dûment formé, et est exécuté périodiquement, à une fréquence déterminée par l'exploitant.</p> <p>Les contrôles à réaliser sont visés dans une procédure spécifique. Ils doivent permettre de localiser, pour chaque installation, les désordres constatés (éclats, épaufrures, armatures corrodées, écailles...), leur importance et le suivi de leur évolution dans le temps. Les contrôles visuels peuvent se faire à l'aide de tout moyen approprié (jumelles). Les traces des désordres sont enregistrées, photographiées, relevées et cartographiées.</p> <p>La suppression des désordres doit être réalisée suivant une cinétique appropriée. Les résultats de ces contrôles et des réparations éventuelles sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence des fissuromètres installés sur les piliers des galeries sur-cellules des silos B et C. Les positions des repères des fissuromètres sont globalement stables par rapport aux positions identifiées lors de précédentes visites d'inspection.</p> <p>Par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a communiqué les deux derniers rapports d'audit internes de structures effectués en 2022 et en 2023. Les documents recensent les défauts identifiés lors de visites de contrôle du vieillissement des bâtiments et des installations. Sont notamment identifiées des fissures au niveau du bâti de l'une des portes au troisième étage de la tour de manutention, une serrure cassée sur l'une des portes au septième étage de la tour de manutention, une porte cassée au deuxième étage du bâtiment de nettoyage, les défauts d'étanchéité au niveau de la toiture du silo C, ou encore les infiltrations au niveau du sixième étage des moulins A et B. L'inspection des installations classées souligne que la photo "7" prise en 2023 au niveau du local compresseur est illisible.</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP de lui communiquer, <u>avant le 28 juin 2024</u>, les bons de commande et le calendrier d'intervention pour les travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réparation des éléments de découplage endommagés (notamment les bâtis, portes et serrures au niveau de la tour de manutention et du bâtiment de nettoyage) ; - reprise des épaufrures sur les silos en béton ; - reprise d'étanchéité en toiture du silo C. <p>Par ailleurs, en lien avec une précédente demande de l'inspection des installations classées, la société PASTACORP a fait intervenir une société de cordistes pour établir un diagnostic de la passerelle reliant les silos en béton de produits finis et les cellules Hermex. L'intervention, en date du 25 février 2023, a notamment mis en évidence des défauts liés à la présence de corrosion, des épaufrures sur les bétons, et des défauts d'étanchéité au niveau des attaches endommagées de la</p>

passerelle sur les cellules Hermex en résine. Il était ainsi préconisé de mettre en oeuvre une protection anticorrosion de toutes les zones touchées, de reprendre l'étanchéité des fixations sur les cellules Hermex, de reprendre les épaufrures, et de procéder au nettoyage général extérieur. Par courrier électronique du 26 avril 2024, la société PASTACORP a confirmé que lesdits travaux avaient été effectués en avril 2023, en joignant le devis, la commande et la facture correspondants.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois